



**Conférence des Parties agissant comme réunion
des Parties à l'Accord de Paris**

Troisième session

Glasgow, 31 octobre-12 novembre 2021

Point 11 de l'ordre du jour

**Rapport du forum sur l'impact des mesures
de riposte mises en œuvre**

**Rapport du forum sur l'impact des mesures de riposte
mises en œuvre**

Version révisée de la proposition du Président

Projet de décision -/CMA.3

**Questions relatives au forum sur l'impact des mesures
de riposte mises en œuvre**

*La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris,
Rappelant les décisions 7/CMA.1, 19/CMA.1 et 4/CMA.2,*

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport annuel du Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre (ci-après dénommé « Comité de Katowice sur les impacts ») pour 2020-2021¹ et les progrès réalisés par le Comité à l'appui des travaux du forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre (ci-après dénommé « forum »), en précisant que, à titre exceptionnel, elle avait examiné le rapport annuel 2020-2021 avant d'examiner le rapport annuel 2020 et de poursuivre l'examen du rapport annuel 2019 ;
2. *Se félicite* de l'événement informel et des réunions d'experts techniques organisés en mode virtuel en 2020 et 2021² par les présidents de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, qui ont servi de contribution aux travaux du forum sur la mise en œuvre des activités pertinentes du plan de travail du forum et du Comité de Katowice sur les impacts³, et *souligne* les difficultés rencontrées en 2020 et 2021 en raison de l'organisation de réunions virtuelles ;
3. *Constate* les obstacles rencontrés ainsi que les progrès limités réalisés par le forum en ce qui concerne l'exécution de ses fonctions et de ses modalités de travail et de certaines activités de son plan de travail, y compris en raison des circonstances exceptionnelles, et *prie* par conséquent le secrétariat d'organiser un atelier de deux jours à l'occasion de la

¹ Document du Comité de Katowice sur les impacts portant la cote KCI/2021/4/8 : <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/KCI>.

² Voir <https://unfccc.int/topics/mitigation/workstreams/response-measures/workshops-and-events>.

³ Figure à l'annexe II des décisions 4/CP.25, 4/CMP.15 et 4/CMA.2.



cinquante-sixième session des organes subsidiaires (juin 2022), afin de faire avancer la mise en œuvre des activités 3, 4 et 11 définies dans le plan de travail ;

4. *Se félicite* des progrès réalisés par le Comité de Katowice sur les impacts dans l'exécution du plan de travail, ainsi que des contributions que les experts, les spécialistes et les organisations concernées ont apporté aux travaux du forum et du Comité ;

5. *Adopte* les recommandations relatives à l'activité 1 du plan de travail, qui figurent à l'annexe I et ont été transmises par le forum dans le rapport annuel 2020-2021 du Comité de Katowice sur les impacts et *invite* les Parties à leur donner suite, le cas échéant ;

6. *Adopte* la version révisée du règlement intérieur du Comité de Katowice sur les impacts, tel qu'elle figure à l'annexe II ;

7. *Rappelle* la décision 7/CMA.1 et les fonctions du forum et *estime* que le forum, lorsqu'il examine les rapports annuels du Comité de Katowice sur les impacts et les recommandations qui y sont formulées, devrait envisager des moyens de promouvoir des mesures visant à réduire au minimum les effets négatifs des mesures de riposte mises en œuvre et à en optimiser les effets positifs ;

8. *Demande* au forum d'étudier, à la cinquante-sixième session des organes subsidiaires, des moyens de promouvoir des mesures visant à réduire au minimum les effets négatifs et à optimiser les effets positifs des mesures de riposte mises en œuvre sur les recommandations figurant à l'annexe I ;

9. *Rappelle* le règlement intérieur du Comité de Katowice sur les impacts⁴ et *encourage* les groupes à désigner des membres pour siéger au Comité en tenant compte de l'objectif de l'équilibre entre les sexes ;

10. *Demande* au secrétariat d'organiser un atelier régional sur l'activité 3 du plan de travail avant la cinquante-sixième session des organes subsidiaires, en collaboration avec les organisations et les parties prenantes concernées, de répondre aux besoins régionaux et de tenir compte des travaux effectués par le Comité de Katowice sur les impacts, et *note* que le forum pourrait décider d'organiser d'autres ateliers régionaux sur l'activité 3 ;

11. *Invite* les Parties et les observateurs à communiquer, par l'intermédiaire du portail des communications⁵ et en avril 2022 au plus tard, leur avis sur les éléments de l'examen à mi-parcours du plan de travail du forum et du Comité de Katowice sur les impacts et *demande* au secrétariat d'élaborer un résumé à partir des communications reçues en vue d'étayer les débats des Parties sur l'examen à mi-parcours à compter de la cinquante-sixième session des organes subsidiaires⁶ ;

12. Rappelant les décisions 19/CMA.1 et 4/CMA.2, *encourage* les Parties à faire part, par le biais du portail des communications et au plus tard en février 2022, de leur avis sur les mesures prises en vue de faire face aux conséquences sociales et économiques et aux incidences des mesures de riposte et *invite* le secrétariat à regrouper les communications transmises par les Parties dans un document et à présenter celui-ci en tant que contribution au premier bilan mondial ;

13. Rappelant les décisions 19/CMA.1 et 4/CMA.2, *invite également* le Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre à présenter, avec le concours du secrétariat et au plus tard en février 2022, un rapport de synthèse sur les travaux pertinents réalisés par le forum et le Comité, qui étiendra le volet d'évaluation technique du premier bilan mondial, lequel sera amorcé à la cinquante-sixième session des organes subsidiaires ;

14. *Prend note* du montant estimatif des incidences budgétaires des activités que le secrétariat devrait exécuter en application des paragraphes 3, 11, 12 et 13 ci-dessus ;

⁴ Voir la décision 4/CMA.2, annexe I.

⁵ <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx>.

⁶ En application de la décision 19/CMA.1, par. 24.

15. *Demande* que les mesures que le secrétariat est invité à prendre dans la présente décision soient engagées sous réserve de la disponibilité de ressources financières.

Annexe I

Recommandations transmises par le forum concernant l'activité 1 du plan de travail : étudier les moyens d'éclairer l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies, de plans, de politiques et de programmes d'atténuation des changements climatiques qui optimisent les impacts positifs des mesures de riposte et en réduisent les impacts négatifs

1. Encourager les Parties à faire participer les parties prenantes concernées à chaque étape du processus de conception et d'application des politiques d'atténuation des effets des changements climatiques et des politiques de développement durable, y compris par le biais du dialogue social, lorsque cela est possible et en fonction de la situation nationale. Par parties prenantes concernées, il est entendu, entre autres, les travailleurs, les employeurs, les organisations, les universitaires, les secteurs public et privé, les femmes et la société civile.
2. Encourager les Parties à envisager des politiques complémentaires, telles que les politiques économiques et les politiques relatives à la protection sociale et au travail, afin de contribuer à renforcer les résultats des stratégies, plans, politiques et programmes d'atténuation mis en œuvre, y compris les contributions déterminées au niveau national et les stratégies de développement à faible taux d'émission.
3. Encourager les Parties à renforcer la coopération internationale et régionale dans la mesure où celle-ci contribue à la planification et à l'application de politiques d'atténuation présentant des avantages environnementaux et socioéconomiques, par exemple pour contribuer à faciliter le développement et le transfert de technologies conformément à l'article 10 de l'Accord de Paris, et s'efforcer d'adopter des approches régionales harmonisées.
4. Encourager les Parties à utiliser les méthodes et les outils d'évaluation qualitative et quantitative existants pour comprendre les effets sociaux et économiques et l'impact sur l'emploi des mesures d'atténuation proposées, afin d'étayer et d'orienter les politiques climatiques, d'optimiser les effets positifs des mesures de riposte mises en œuvre et d'en réduire les effets négatifs. Une analyse plus approfondie des impacts, notamment à l'échelle sectorielle, nationale, infranationale et transfrontalière et à celle des ménages, serait utile pour étayer les politiques climatiques et comprendre comment optimiser les effets positifs des mesures de riposte mises en œuvre et en réduire les effets négatifs.
5. Encourager le forum et le Comité de Katowice sur les impacts à renforcer les capacités des Parties, en particulier les pays en développement, grâce à des projets de formation et de renforcement des capacités, y compris des projets existants. Les Parties seront ainsi en mesure de procéder à leurs propres évaluations et analyses des impacts des mesures de riposte.

Annexe II

Version révisée du règlement intérieur du Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre

[Anglais seulement]*

I. Scope

1. These rules of procedure shall apply to the Katowice Committee of Experts on the Impacts of the Implementation of Response Measures (KCI) in accordance with decision 7/CMA.1 and its annex.

II. Mandate

2. The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement (CMA), by decision 7/CMA.1, decided to establish the KCI to support the work of the forum on the impact of the implementation of response measures in implementing its work programme and operating in accordance with the terms of reference contained in the annex to that decision.

3. The forum and the KCI may use the following modalities, as appropriate and as decided on a case-by-case basis, to carry out the work programme of the forum:

- (a) Building awareness and enhancing information-sharing through the exchange and sharing of experience and best practices;
- (b) Preparing technical papers, case studies, specific examples and guidelines;
- (c) Receiving inputs from experts, practitioners and relevant organizations;
- (d) Organizing workshops.

III. Members

4. The CMA, by decision 7/CMA.1, decided that the KCI shall be composed of 14 members, of which:

- (a) Two members from each of the five United Nations regional groups;
- (b) One member from the least developed countries;
- (c) One member from the small island developing States;
- (d) Two members from relevant intergovernmental organizations.¹

5. By the same decision, the CMA also decided that members shall be nominated by their respective groups. Groups are encouraged to nominate members taking into account the goal of achieving gender balance. The Chairs of the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice (SBSTA) and the Subsidiary Body for Implementation (SBI) shall be notified of these appointments.²

* This annex will be made available in all six official languages in the report on the session.

¹ Decision 7/CMA.1, annex, para. 4(b).

² Decision 7/CMA.1, annex, para. 4(d).

6. The CMA also decided that members shall serve in their expert capacity and should have relevant qualifications and expertise in the technical and socioeconomic fields related to the areas of the work programme of the forum.³

7. Further, the CMA decided that members shall serve a term of two years and be eligible to serve a maximum of two consecutive terms in office.⁴ The following rules shall apply:

(a) Half of the members shall be nominated initially for a term of three years and half of the members shall be elected for a term of two years;

(b) Thereafter, members are nominated for a term of two years;

(c) The members shall remain in office until their successors are nominated. In such a case, the KCI shall notify the Chairs of the SBSTA and the SBI;

8. The term of office of a member shall commence at the first meeting of the KCI in the calendar year of their appointment and end immediately before the first meeting of the KCI in the calendar year after their second calendar year in office.

9. If a member of the KCI resigns or is otherwise unable to complete the assigned term of office or to perform the functions of that office, the KCI shall request the group that nominated the member to nominate another member for the remainder of the unexpired term, in which case the appointment shall count as one term. In such a case, the KCI shall notify the Chairs of the SBSTA and the SBI.

10. If a member is unable to participate in two consecutive meetings of the KCI or unable to perform the functions and tasks set by the KCI, the Co-Chairs of the KCI will bring this matter to the attention of the KCI and seek clarification from the group that nominated that member on the status of their membership.

IV. Conflict of interest

11. The KCI members must promptly disclose, and recuse themselves from, any deliberations or decision-making which could have a bearing on their personal or financial interests, in order to avoid a conflict of interest or the appearance of one. Further, KCI members shall not disclose any information deemed by the Committee as confidential which they receive in the course of their duties, even after leaving the Committee.

V. Co-Chairs

12. The CMA decided that the KCI shall elect, on a consensus basis, two members from among its members to serve as Co-Chairs for a term of two years each, taking into account the need to ensure equitable geographical representation.⁵

13. The CMA also decided that if one of the Co-Chairs is temporarily unable to fulfil the obligations of the office, another member designated by the KCI shall serve as Co-Chair.⁶

14. If one of the Co-Chairs is unable to complete the term of office, the KCI shall elect a replacement from among its members of the relevant group of the incumbent Co-Chair, if available, to complete that term of office.

15. The Co-Chairs shall collaborate in chairing meetings of the KCI and in facilitating the work of the KCI throughout the year, in accordance with the workplan of the forum and its KCI, to ensure coherence between meetings.

16. Following the completion of the Co-Chairs' two-year term of office, the KCI shall nominate two members as Co-Chairs to serve the next two-year term of office.

³ Decision 7/CMA.1, annex, para. 4(c).

⁴ Decision 7/CMA.1, annex, para. 4(e).

⁵ Decision 7/CMA.1, annex, para. 4(f).

⁶ Decision 7/CMA.1, annex, para. 4(g).

17. The Co-Chairs shall declare the opening and closing of meetings of the KCI, ensure the observance of these rules of procedure and rule on points of order.
18. The Co-Chairs shall call upon speakers at meetings of the KCI in the order in which they signify their desire to speak. The secretariat shall maintain a list of speakers. The Co-Chairs may call a speaker to order if their remarks are not relevant to the subject under discussion.
19. The KCI may further define additional roles and responsibilities for the Co-Chairs.
20. In exercising their functions, the Co-Chairs shall remain under the authority of the KCI.

VI. Secretariat

21. The secretariat shall support and facilitate the work of the KCI, by:
 - (a) Making the necessary arrangements for the meetings of the KCI, including announcing meetings, issuing invitations, making the necessary travel arrangements for members eligible for funding for their participation in meetings and making available relevant documents for meetings;
 - (b) Maintaining meeting records and arranging for the storage and preservation of documents of meetings of the KCI;
 - (c) Making documents of meetings of the KCI available to the public, unless otherwise decided by the KCI.
22. The secretariat shall assist the KCI in tracking its actions, in accordance with the workplan of the forum and its KCI, in its annual report.
23. In addition, the secretariat shall perform any other functions assigned by the KCI, in accordance with the workplan of the forum and its KCI.

VII. Meetings

24. The KCI shall meet twice per year, for two days per meeting, in conjunction with the sessions of the subsidiary bodies.
25. At least nine members of the KCI must be present to constitute a quorum.
26. Members are requested to confirm their attendance at meetings of the KCI as early as possible, and at least four weeks prior to a meeting for members eligible for funding for their participation, to enable sufficient time for the secretariat to make the necessary travel arrangements.
27. Should technical and financial resources permit, open meetings of the KCI shall be webcast through the UNFCCC website.
28. At each of its meetings, the KCI shall propose the dates of its next meeting. The Co-Chairs will agree the dates of the next meeting in consultation with the secretariat.

VIII. Agenda and documentation for meetings

29. The Co-Chairs, assisted by the secretariat, shall prepare the provisional agenda and provisional annotated agenda for each meeting of the KCI in accordance with the workplan of the forum and its KCI. The Co-Chairs will prepare a report on the meeting, to be agreed by members, and this will be made available on the UNFCCC website. The Co-Chairs will report back to the forum on the meeting of the KCI.
30. The provisional agenda and provisional annotated agenda for each meeting shall be transmitted to the members of the KCI at least four weeks in advance of the meeting.

31. Members may propose additions or changes to the provisional agenda and provisional annotated agenda, in writing, to the secretariat within one week of receiving the documents, and these additions or changes shall be considered for a revised provisional agenda and provisional annotated agenda by the secretariat in agreement with the Co-Chairs.

32. The secretariat shall transmit the provisional agenda and provisional annotated agenda and any supporting documentation to the members at least two weeks prior to a meeting. Documents may be transmitted after that date with the approval of the Co-Chairs.

33. Documents for a meeting shall be published on the UNFCCC website at least two weeks prior to that meeting, to the extent possible.

34. The KCI shall, at the beginning of each meeting, adopt the agenda for that meeting.

35. The CMA decided that members of the KCI shall prepare an annual report for consideration by the forum with a view to making recommendations for consideration by the SBSTA and the SBI, which, in turn, are to recommend actions to the Conference of the Parties (COP), the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP) and the CMA for their consideration and adoption.⁷

36. This annual report shall be made available on the UNFCCC website before the relevant sessions of the COP, the CMP and the CMA.

IX. Decision-making

37. The CMA decided that the KCI shall operate on the basis of consensus of its members.⁸

38. The KCI may use electronic means to facilitate its work, as appropriate and in accordance with the workplan of the forum and its KCI.

X. Working language

39. The working language of the KCI shall be English.

XI. Participation of expert advisers in meetings

40. The KCI, in performing its mandate, should draw upon outside expertise at its meetings.

41. The Co-Chairs may, in consultation with the KCI, invite representatives of international organizations, the private sector, academia and/or civil society to participate in a meeting of the KCI as expert advisers on specific issues under consideration at the meeting.

XII. Participation of observers

42. The CMA decided that meetings of the KCI shall be open to attendance as observers by all Parties and accredited observer organizations, unless otherwise decided by the KCI.⁹

43. The KCI may decide to close a meeting or part thereof to observers at any time.

44. The secretariat shall make the dates and venues of the meetings available to the public to enable participation by observers.

⁷ Decision 7/CMA.1, para. 12, and annex, para. 4(j).

⁸ Decision 7/CMA.1, annex, para. 4(i).

⁹ Decision 7/CMA.1, annex, para. 4(h).

45. Observers may, with the agreement of the KCI, be invited to address the KCI on matters under consideration by the KCI. The Co-Chairs shall notify the KCI one week in advance of the meeting of any proposed interventions by observers.

46. The KCI may request interventions from observers throughout the meeting, as appropriate.

XIII. Use of electronic means of communication

47. The KCI shall use electronic means of communication to facilitate intersessional work, as appropriate and in accordance with the workplan of the forum and its KCI. The secretariat shall ensure that a secure and dedicated web interface is established and maintained to facilitate the work of the KCI.

XIV. Working groups

48. The KCI may establish working groups among its members to support the forum in performing its functions. The working groups may receive inputs from experts, practitioners and relevant organizations in accordance with the workplan of the forum and its KCI and in line with paragraphs 39–40 above.

XV. Workplan

49. The KCI will support the work of the forum in line with the workplan of the forum and its KCI.

XVI. Amendments to the rules of procedure

50. The KCI may recommend amendments to these rules of procedure for consideration by the forum and approval by the subsidiary bodies.

51. Proposals and amendments to proposals for the rules of procedure may be introduced and submitted to the secretariat in writing by KCI members; such proposals and amendments shall be circulated for consideration by all members of the KCI.

52. No proposal for the rules of procedure shall be discussed or put forward for a decision at any meeting unless copies have been circulated to the KCI members no later than two weeks before the meeting.

XVII. Overriding authority of the Convention, the Kyoto Protocol and the Paris Agreement

53. In the event of a conflict between any provision of these rules and any provision of the Convention, the Kyoto Protocol or the Paris Agreement, the provision of the Convention, the Kyoto Protocol or the Paris Agreement shall take precedence.

Document information

<i>Version</i>	<i>Description</i>
Version 2	Revision of paragraph 7 and addition of paragraph 11
Version 1	Adopted by decisions 4/CP.25, 4/CMA.15 and 4/CMA.2